



Paris, le 12 avril 2012

SNUCLIAS – F.S.U.
173, rue de Charenton
75012 Paris

Madame, Monsieur,

L'écologie est porteuse d'un projet très ambitieux qui se fonde sur le rétablissement des égalités au sein de la société. Des égalités en effet car si les inégalités de revenu sont importantes et nécessitent une réforme fiscale urgente, il en est d'autres qui participent d'une société à plusieurs vitesses. L'inégalité d'accès au logement comme vous le mentionnez, l'inégalité d'accès et de réussite dans l'éducation, l'inégalité dans l'accès aux soins, les inégalités de patrimoine sont autant de différences qui, cumulées, conduisent à une société invivable et ébranlent in fine les fondements même de la république. C'est la raison pour laquelle je suis pour mettre la question du rétablissement de l'égalité entre citoyens au cœur de mon action politique.

Parce qu'une société écologiste est une société juste, il est important de s'attaquer aux différences de revenus :

Sur ce point particulier plusieurs mesures de mon projet permettent de diminuer l'échelle des revenus. Il s'agit en premier lieu de l'augmentation de 50% des minimas sociaux et de la remise à l'agenda des négociations salariales permettant une augmentation du salaire minimum. Mais parce que la pauvreté laborieuse est aussi le fait des emplois précaires et à temps partiels, nous devons permettre à chacun d'obtenir un salaire décent. Pour ce faire une majoration salariale sera appliquée aux entreprises qui emploient des salariés à temps partiel (en deçà de 30h) et un système de sanction sera mis en place pour les entreprises qui abusent des emplois précaires.

Les droits à la retraite sont aussi au cœur du projet égalitaire que je propose. Droit à retraite à 60 ans, droit anticipé pour les personnes ayant commencé à travailler tôt ou sur des métiers à risque, rattrapage des retards de carrière des femmes qui ne leur permette pas de prendre leur retraite en bénéficiant d'une pension complète constituent le cœur de la réforme des retraites que je propose mais comme il n'est pas possible d'accepter là plus qu'ailleurs des inégalités trop fortes, nous devons aussi limiter les très hauts salaires comme les très hautes retraites qui creusent les inégalités et contribuent à dégrader la planète par un niveau de consommation trop important.

D'une manière générale - et parce que c'est important - nous considérons l'accès aux revenus minimums et aux revenus issus de transferts sociaux comme un droit, comme un fondement de la solidarité nécessaire à une société démocratique et donc au lieu de stigmatiser les bénéficiaires des minimas sociaux, donnons leur la possibilité d'une réelle insertion sociale.

Sur le logement :

Parce qu'il existe une crise du logement que nul ne nie aujourd'hui et qu'il est impossible d'espérer rétablir une dignité et une forme d'égalité sans s'attaquer au phénomène du mal logement et de la pénurie de logements, je souhaite lancer un plan de construction de logements neufs. 500 000 par an pourront ainsi être construits parmi lesquels 160 000 par an sur la mandature seront des logements sociaux. Mais comme le mal logement touche un nombre important de personnes et de familles, je prévois de lancer un plan de réhabilitation de logements, de rénovation aux normes environnementales les plus strictes de sorte que les dépenses de ces ménages puissent également diminuer. Ainsi à terme, 1 millions de logements seront réhabilités chaque année. C'est par ailleurs une des mesures de mon projet qui crée le plus d'emplois. L'impact des loyers sur le budget des ménages ne cesse lui aussi de progresser de sorte qu'aujourd'hui les dépenses contraintes sont devenues insoutenables pour de nombreux foyers. Au delà donc de la construction et de la réhabilitation, des mesures s'imposent pour réguler les loyers, empêcher leur flambée. Un moratoire de 3 ans sur les loyers, ainsi que des mesures pour limiter l'augmentation des loyers à la hausse entre deux locations sont évidemment parmi les mesures immédiates que je souhaiterais mettre en œuvre une fois élue. Lors d'un changement de locataire le propriétaire ne pourrait ainsi pas appliquer un loyer au delà de la moyenne du quartier dans lequel il se situe.

Sur la santé :

Mon programme est ambitieux parce qu'il permet de réformer en profondeur notre système de santé. Il s'agira de sortir d'un système centré sur le tout curatif et de privilégier la prévention mais également de mailler le territoire français de « maisons de santé » qui permettent la mise en place d'une médecine de proximité fondée sur la médecine générale et sur l'accès à des médecins spécialistes. Je propose également de réformer le mode de financement des hôpitaux publics et privés pour éviter la concurrence déloyale, le creusement des comptes publics et le paiement à l'acte. Mais au delà de cela je propose un accès à la santé gratuit qui suppose la suppression des franchises médicales, ce qui est finançable dans le cadre de la réforme que je propose (notamment sur l'articulation prévention/curatif et sur celle entre secteur privé et secteur public).

Sur l'éducation :

Parce que vous pointez à juste titre les très grandes difficultés dans lesquelles se trouvent certaines familles pour permettre à leurs enfants de suivre des études, je réaffirmerai la gratuité de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Ce qui est de moins en moins le cas aujourd'hui. `

je me permets d'insister avant de passer au statut des travailleurs sociaux, sur le fait qu'il n'existe pas de société égalitaire sans un égal accès des citoyens aux biens et services jugés indispensables. La santé, l'éducation, le logement sont autant de ces biens et services indispensables.

Le statut des travailleurs sociaux :

Les travailleurs sociaux, alors qu'ils exercent des métiers difficiles, ont été en première ligne des restrictions budgétaires, des coupes franches et des réductions de postes. Je juge indispensable et précieux le travail effectué chaque jour par vous et c'est la raison pour laquelle je porte des propositions permettant d'améliorer vos conditions de travail ;

Les conventions collectives sont le cadre qui permet de définir un socle commun pour tous les salariés de protections et de conditions de travail. Elles sont le fruit des conditions du dialogue social c'est la raison pour laquelle je m'engage à remettre les négociations de branche à l'agenda social de manière urgente. Je propose aussi que les représentants des salariés soient plus forts et que

leur voix soit mieux entendue. Pour ce faire, je propose un développement de la représentation salariale au sein des entreprises et des petites structures, de faire des syndicats patronaux des entreprises, des associations et des structures de l'économie sociale et solidaire, des syndicats représentatifs ayant ainsi pouvoir de négociation. Dans ce cadre les statuts pourront être revus et les diplômes, les compétences et la formation mieux reconnus.

Au delà je propose un vaste plan de soutien au milieu associatif et à l'économie sociale et solidaire pour permettre une stabilisation des emplois et une amélioration des conditions d'emplois, un développement de l'accès à la formation professionnelle et qualifiante, la reconnaissance de l'expérience et des qualifications. Mais aussi nous travaillerons ensemble dans le cadre de ces négociations à la mise ne place de la transférabilité des droits d'une structure à une autre. Et enfin parce que les deux sont intimement liés et complémentaire, le renforcement du service public en donnant les moyens fiscaux notamment aux collectivités d'être à la hauteur de leur mission.

Parce que le rôle de cohésion, l'utilité sociale de vos métiers sont des atouts précieux et indispensables, il est important et urgent de revaloriser votre statut et vos missions.

En espérant avoir répondu à vos interrogations, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Eva Joly

A handwritten signature in grey ink, appearing to be 'Eva Joly', written in a cursive style.